

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

**Arrêté portant mise en demeure n° 2016-40132
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société RECYC MATELAS EUROPE à Limay**

**Le Préfet des Yvelines
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, et R.512-58 ;

Vu le récépissé en date du 7 juillet 2010 donnant acte la société RECYC MATELAS EUROPE de sa déclaration d'exploitation d'installations de traitement de matelas et sommiers usagés sur la commune de Limay (78520), 399 route de la Noue ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 juin 2015 autorisant la société RECYC MATELAS EUROPE à augmenter la capacité de traitement de l'installation de démantèlement de matelas et sommiers usagés située sur la commune de Limay (78520), 399 route de la Noue ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 04 octobre 2016, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, suite à la visite d'inspection du 28 septembre 2016 ;

Vu les observations de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé par mails des 29 septembre, 02 octobre, 06 octobre et 14 octobre 2016 ;

Considérant que, lors de l'inspection du 29 septembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté la présence de matelas usagés le long de la Darse, à l'arrière du bâtiment, ainsi que des volumes importants à l'intérieur des bâtiments, supérieurs à ce pour quoi l'exploitant a été autorisé, et supérieur, également, au porter à connaissance de l'exploitant ;

Considérant que ces conditions de stockage ne sont pas conformes aux dispositions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juin 2015 qui prévoit une aire d'attente des matelas usagés à l'intérieur du site et une surface limitée à 280 m² ;

Considérant que le taux d'occupation de 23 % par des stockages de matières combustibles (taux utilisé pour modéliser les effets thermiques en cas d'incendie) présenté dans le dossier de l'exploitant n'est pas respecté, ni la localisation des stockages de matelas usagés ;

Considérant qu'en cas d'incendie, une propagation à l'entrepôt voisin n'est pas à exclure et l'intervention des services de secours semble compromise au vu des conditions d'exploitation et de stockage de matières combustibles ;

Considérant que l'inspection des installations classées n'a pas été destinataire :

- du plan précisant les trois points de rejets au droit du site incluant les voiries occupées et au niveau desquelles les prélèvements sont réalisés ;
- de l'autorisation de déversement des eaux pluviales du site, dans le réseau des eaux pluviales du Port de Limay, qu'il s'agisse des eaux pluviales de toitures ou de voiries occupées par Recyc Matelas.

Considérant que l'exploitant a transmis un suivi régulier pour l'évacuation des stocks extérieurs avec photos ;

Considérant que l'état des stocks en date du 14 octobre 2016 fait apparaître un tonnage stocké conforme au tonnage autorisé

Considérant qu'il n'y a plus lieu de maintenir le point relatif au respect des conditions de stockage et tonnage autorisé et que les éléments relatifs aux rejets en eaux sont toujours attendus ;

Considérant que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RECYC MATELAS EUROPE de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 juin 2015 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : La société RECYC MATELAS EUROPE, dont le siège social est situé à Colombes (92700) 21 rue Saint Vincent, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé à Limay (78520), 399 route de la Noue, de respecter les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 juin 2015, **dans un délai de trois mois** :

- l'article 4.3.11. en transmettant la convention de déversement ;
- l'article 4.3. 5 en transmettant un plan sur lequel sont identifiés les 3 points de rejets au droit du site incluant les voiries occupées et au niveau desquelles les prélèvements éventuels sont réalisés.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans le délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société RECYC MATELAS EUROPE et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

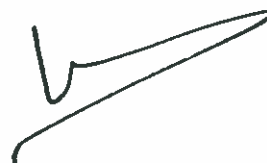
- secrétaire général de la Préfecture,
- sous-préfet de Mantes-la-Jolie,

- maire de la commune de Limay,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **- 9 NOV. 2016**

Le Préfet et par délégation,
Le Chef de l'Unité Départementale des Yvelines

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'V' shape followed by a horizontal line and a diagonal stroke.

Henri Kaltembacher

